



CABINET DU MINISTRE
DE LA DEFENSE NATIONALE

Léopoldville, le 20 février 1963.

(1) N° 1030/0357/CAB/MDN. -

Rut
5/3

Réf. :

OBJET : Affectation M. MULATU

Annexe : Martin à Kitona.

A Monsieur R. GARDINER
Chargé de la Mission des
Nations-Unies au Congo
Boîte Postale 7248
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser bonne réception
de votre lettre du 25 janvier dernier relative à l'affectation
de M. Martin MULATU à la Base de Kitona.

J'ai pris également connaissance du résumé
du télégramme vous envoyé par M. BLOM, Administrateur
de la Base relatant différents faits dont a été victime l'intéressé,
je vous remercie de cette communication.

Je dois toutefois attirer votre attention sur
ce qu'il est inconcevable que M. BLOM puisse vous envoyer seu-
lement les renseignements se rapportant à M. MULATU après
sa mise en place, alors que la Défense Nationale avait été en
pourparlers avec l'O.N.U.C. bien avant le départ de l'intéressé
pour Kitona. Il eut été de bonne politique de nous signaler ces
faits à ce moment là, et nous aurions désigné un autre élément
à sa place.

Maintenant que M. MULATU est déjà sur
place, soit depuis le 5/XI/62, je ne puis prendre en considéra-
tion tout ce qui vous est rapporté par M. BLOM, quoique vrai,
et par conséquent je maintiens son affectation à la Base de Kito-
na jusqu'à nouvel ordre.

Je regrette beaucoup de ne pouvoir partager
votre point de vue, et ne me pose la question de savoir si réelle-
ment la présence de M. MULATU peut affecter le moral des tra-
vailleurs tout en asphyxiant, selon les termes de M. BLOM,
l'heureuse atmosphère qui règne à la Base.

...../.....

(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

Quoique je puisse prendre en considération les renseignements vous fournis par M. BLOM, je vous réitère mes regrets de ne pouvoir marquer mon accord pour le rappel à Léo de M. MULATU, et si cela devait avoir lieu, je crois que je suis tout disposé à le faire, mais non de la façon souhaitée par M. BLOM quelques mois après l'installation de notre Agent à Kitona.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

✓ LE SECRETAIRE D'ETAT A LA
DEFENSE NATIONALE,



BHUNDE.

Bukavu - 20 février 1963

1. Le Chef de cabinet Ngoy et le Magistrat Elongo sont partis hier en voiture pour enquêter sur l'affaire. En rendant visite à l'administrateur de Walungu, ils ont constaté que son assistant Barume Thomas détenait arbitrairement douze prisonniers. Ceux-ci ont été libérés et le magistrat est retourné aujourd'hui avec un mandat d'arrestation contre Barume. Ils ont également arrêté le fauteur de troubles Musaba Philippe.

2. Le barrage primitif sur la rivière Mulongwe près d'Uvira a cédé en raison de fortes pluies, et l'eau a emporté quelques huttes dans un village voisin, tuant six personnes. M. Sancho, des travaux publics, s'est rendu aujourd'hui en voiture sur les lieux pour étudier les réparations possibles.

3. Les réparations temporaires, sur la route d'Usumbura du côté du Ruanda, progressent. Les camions pourront passer demain.

4. Sur décision du Ministre de l'Education nationale, l'Institut des Mines rouvrira demain. Le Ministre lui-même annonce son arrivée le 24 février pour l'installation du D^r Rahm comme nouveau directeur de l'Irsac.

5. Le contingent de la police nigérienne, d'un effectif de 31 hommes, est arrivé aujourd'hui; il a été accueilli par le maire de Bukavu et les chefs de police.

Cen/ST

Léopoldville, le 20 février 1963

Notre réf: GVT/146/63

"19 février 1963

Apprends arrivée Africanjazz. Je n'ai pas invité un
orchestre à Elisabethville. Je refuse de recevoir
Africanjazz. Iles Ministat."



SÉNAT

*CPR no 03
Sent à Banda
14/3*

Léopoldville, le 19 février 1963.

A Monsieur Robert GARDINER,
Chef des Opérations de l'O.N.U.
au CONGO

à

LEOPOLDVILLE/KALINA.-

Excellence,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, un exposé de raisons qui nous opposent à la politique de M. Adoula et de perspectives que nous pouvons envisager en commun, avec la bonne volonté de tous, pour assurer à notre pays, le Congo, un avenir dont la paix et la prospérité deviendront notre devise pour le plus grand bien de nos populations et de l'humanité.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Excellence, l'expression de nos sentiments très distingués.

Pour l'Opposition
Le Sénateur,

A. KIWEA

NOTRE OPPOSITION EST BASEE SUR LA CAUSE DE
L'INTERET SUPERIEUR DU PAYS ET NON
UNE OPPOSITION DE POSTES
MINISTERIELS

o O o

par le Sénateur A. Kiwewa

Congo-Léopoldville

14 Février 1963

NOTRE OPPOSITION AU GOUVERNEMENT ADOULA EST ESSENTIELLEMENT
IDEOLOGIQUE ET NON PAS UNE OPPOSITION DE POSTES.

par le Sénateur A. Kiwewa.

- - - - -

Introduction.

En faisant cette étude, nous ne voulons aucunement nous attaquer à la personne de S.E.M. Cyrille Adoula, envers qui, en tant qu'humain, nous avons beaucoup de considération et, peut-être de fois, de l'admiration. Ce que nous étalons ici est le bilan de la gestion de l'affaire publique qui, elle, prime sur l'individu, et nous nous efforcerons de le faire avec toutes impartialité et intégrité désirables.

x
x x

Politique.

Selon la définition que donne Will Durant dans son livre " Vies et Doctrines de philosophes ", la politique c'est la méthode idéale d'organiser une société. Ce n'est pas, a précisé l'auteur, comme on le suppose, la science et l'art de capter et de conserver le pouvoir.

Pour notre part, cette conception de la politique se passe de commentaire, car nous estimons qu'une politique n'est viable et défendable qu'au moment où la société dont elle dirige est organisée et vit une sereine et harmonieuse ambiance. Cela ne semble pas être le cas dans la situation qui nous préoccupe.

x
x x

En substance,

L'Etat démocratique congolais régit d'un régime parlementaire est constitué par une force de plus ou moins 20 organisations politiques, ayant leurs représentants dans les Chambres Legislatives.

Peut-être avant longtemps encore, aucun gouvernement ne peut survivre si son effort ne tend vers une politique de concilier les forces si l'on désire assurer à la nation la paix et la prospérité. en présence. / Il semble que c'est ce qu'ont compris les représentants du

peuple congolais, en investissant un gouvernement d'union et de recon- 2-
ciliation à Lovanium, en août 1961:

Cet acte est d'autant plus louable que c'est à l'unanimité, sauf
une voix, que M. Adoula obtint la confiance de la Chambre des Représentants et du Sénat.

x
x x

Les erreurs de M. Adoula et ses conséquences.

C'est vers la seconde quinzaine du mois de novembre 1961, c'est-à-dire quelques 3 mois après Louvanium qu'un premier conflit éclata au sein du Gouvernement de M. Adoula, par le retour à Stanleyville de M. Gizenga.

A l'époque, nous avons conseillé à M. Adoula d'adopter une politique de négociation et de persuasion pour surmonter la difficulté qui venait de surgir.

Il semble que M. Adoula ait préféré une épreuve de force qui conduisit successivement son ex-collaborateur à un limogeage au sein du Gouvernement, à la levée de son immunité parlementaire, à son arrestation et à sa déportation vers les îles Bula-bemba, à l'embouchure du Fleuve Congo.

Les conséquences de cet acte sont d'autant plus néfastes que la victime fut à un moment donné le Chef d'un Gouvernement qui regroupait tous les nationalistes à Stanleyville et est personnellement le Président Général du Parti Solidaire Africain, l'un des plus importants partis politiques du Congo.

Quelques mois plus tard, on parla, avec une certaine fièvre, du remaniement ministériel. A notre connaissance, aucun effort n'avait été fait par le Premier Ministre pour défendre l'intégrité de son Gouvernement qu'il avait, lui-même, librement constitué quelques mois au paravant.

./.

Il n'est pas exclu non plus qu'il a été à la base ou, du moins, qu'il a été instigué à lancer le slogan du remaniement.

En juillet 1962, c'est-à-dire moins d'une année, on devait assister à l'épuration du Gouvernement de Louvanium où les personna-

lités suivantes disparaissaient de l'équipe gouvernementale :

- M. Jean Bolikango, Président du PUNA, Vice-Premier Ministre,(1)
 - M. Gbenye Christophe, Président a.i. du MNC/L., successivement Ministre de l'Intérieur et Vice-Premier Ministre.
 - M. Iléo Joseph, ancien Premier Ministre du Gouvernement Provisoire, Ministre de l'Information et des Affaires Culturelles.
 - M. Mwamba Remy, Leader du Cartel Katangais et Ministre de la Justice.
 - M. Eleo Ambroise, Député MNC/L., Ministre des Affaires Economiques.
 - M. Kisolokela Charles, Député Abako, Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.
 - M. Mongali Michel, Député du Parti du Peuple, Ministre de la Jeunesse et des Sports.
 - M. Kamanga Grégoire, Président de la Coakat, Ministre de la Santé Publique.
 - M. Rudahindwa Edmond, Député, Président de Reco, Ministre des Mines.
 - M. Masikita Pierre, Député PNP/Luka, Ministre de la Fonction Publique.
 - M. Kama Sylvain, Député PSA., Ministre des Transports et Communications.
 - M. Asumani Senghi, Sénateur MNC/L. Ministre des Affaires Sociales.
 - M. Badibanga Samuel, Député MNC/K. Ministre du Portefeuille de la République.
 - M. Lutula Joseph, Député MNC/L., Ministre des Classes Moyennes,
- auxquels s'ajoutent les Secrétaires d'Etat :
- M. Kabangi Numbi
 - M. Muhunga Ambroise
 - M. Kapongo Sébastien

./.

(1) A noter que c'est en mars 1962, après l'élimination de M. Gizenga, que M. Bolikango est entré dans l'équipe Adoula pour ressortir 4 mois après précisément en juillet '62.

- M. Kihuyu Etienne
- M. Omarhi Noël
- M. Zola Emile
- M. Bariko Laurent.

Plusieurs pretextes ont été évoqués pour réaliser ce remaniement. On a parlé notamment d'un gouvernement " éléphant " qu'il fallait reprimer pour en faire un gouvernement " lion " et, ensuite, on a mis l'accent sur l'austérité. Aucun de ces pretextes ne tient debout. Premièrement, en ce qui concerne le nombre de ministres, si celui-ci a été réduit de 42 à 29, par contre et aux mêmes instants le Congo a connu, sous les auspices du même Gouvernement, au lieu de 6, une vingtaine de nouvelles provinces, ce qui nous donne les chiffres suivants :

- \pm 20 Commissaires Spéciaux et Extra-Ordinaires, Chargés de la liquidation des anciennes Provinces, de l'installation des nouvelles et ~~de la~~ de la gestion des régions contestées ou en suspens.
- \pm 17 Gouvernements Provinciaux comportant chacun un minimum de 10 Ministres, soit 170 Ministres au lieu de 60 dans les anciennes Provinces.

Quant à l'austérité, il serait ridicule d'en parler, car les nouvelles structures, ci-haut citées, ont entraîné une augmentation de charges de l'Etat et non pas une diminution.

Nous concluons donc que le prétendu remaniement n'était qu'une opération-probablement préméditée- d'épuration d'un certain nombre d'hommes politiques du Gouvernement en dépit de la reconciliation adoptée à Louvanium et sans doute une occasion de reglement de compte
./.

politique. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le supposer, étant donné que plusieurs de personnalités qui ont été victimes de cette situation ont, d'une manière arbitraire, soit passé par la prison, soit s'y trouvent encore; parmi eux nous comptons :

- M. Antoine Gizenga, Président Général du PSA. qui n'a jamais été ni entendu par son ancien Conseil des Ministres, ni par le Parlement et surtout pas jugé depuis son incarcération en janvier 1962.
- M. Gbenye Christophe, Président a.i. MNC/L.
- M. Rudahindwa Edmond, Président de Reco.
- M. Bisukiro Marcel Président du CERECA et plusieurs de leurs amis de lutte.

On notera qu'au moment du grand remaniement, le 16 juillet 1962, M. Adoula se présenta devant la Chambre des Représentants pour obtenir la confiance de sa nouvelle équipe gouvernementale, conformément à la loi. En vertu de l'article 42 de la loi fondamentale, il ne parvient pas à réunir le suffrage requis et, par le fait même, son gouvernement tombe caduc. Faisant fi aux stipulations constitutionnelles, M. Adoula s'est maintenu au pouvoir illégalement depuis près de 8 mois et Dieu seul sait combien de temps il compte encore y rester.

Il faut à juste titre mettre l'accent sur les facteurs néfastes qui ont précédé le remaniement ministériel de juillet 1962. M. Adoula se méprenant dans l'idée de se constituer une m a j o r i t é parlementaire s'est mis à diviser tous les partis politiques, qu'il hérita en ^{deux ou plusieurs} entier, en / factions distinctes et antagonistes.

Mais par surcroît de malheur, M. Adoula est complètement mis en minorité devant le Parlement et quoiqu'on en dise GOUVERNE CONTRE le voeu du peuple.

Parvenir à reconcilier les adversités ainsi créées constitue une tâche difficile et délicate, mais il est impérieux qu'une tentative soit faite à ce sujet. Mais dans l'esprit de M. Adoula il demande la collaboration de l'opposition pour faire une nouvelle épuration, plus exactement d'un bon nombre de ses collaborateurs actuels. Cela ne change bien entendu en rien la situation, car M. Adoula a entièrement abandonné sa mission de " reconciliateur " pour celle de " divisionniste ".

Ce que notre pays a besoin, c'est un ~~optique~~ médiateur. NOUVEAU.

X

X X

Nous devons jeter un coup d'oeil dans les nouvelles Provinces où l'on compte des tueries dans plusieurs d'entre elles et aucun effort n'est entrepris en vue d'assainir et de pacifier la situation.

Nous citerons à titre d'exemple (1) :

- dans l'ex-Province de Léo. Province de Kwilu, Territoire Idiofa :
tueries de Mangayi : bilan \pm 400 tués.
- dans l'ex-Province du Kasai : Sud Kasai \pm 800 tués
Nord Sankuru \pm 100 tués
Lomami : tuerie de Dibelenge
Unité Kasaienne
Province de Luluabourg.
- dans l'ex-Province de l'Equateur : Lukolela : bilan 1 tué.
- dans l'ex-Province Orientale : Stanleyville : Commune de Lubunga :
9 tués.

Nous pouvons affirmer que tous ces massacres sont dus au manque total d'une politique de pacification.

X

X X

./.

(1) Les chiffres que nous rapportons doivent être pris en considération avec réserve, mais un fait demeure qu'il y a eu des tueries dans toutes les localités que nous citons.

Dans le problème de la Province du Katanga, il faut remarquer que des centaines de milliers des personnes ont quitté le Sud-Katanga pour le Nord, au cours des événements des dernières années. Au moment où l'on a parlé des négociations avec M. Tshombe, un accent aurait pu être mis sur le fait que les personnes ayant abandonné leurs biens devaient bénéficier de la protection de ceux-ci et de leur personne.

Quant à la sécession katangaise elle-même, il serait injuste de ne pas saluer l'acte de persévérance dont M. Adoula a fait preuve. Cependant, nous croyons que la décision finale ou presque finale, a pris trop de temps et est essentiellement due à l'effort de tous pour ne pas dire à la pression du Parlement et de l'opposition. Il serait donc injuste d'imputer la fin de la sécession katangaise au seul acte de M. Adoula. D'ailleurs à ce sujet et au moment où nous écrivons ces lignes, seul un dixième (1/10^e) de la gendarmerie katangaise a rendu ses armes tandis que les 9/10^e sont soit en brousse soit réfugiés en Angola et/ou en Rhodésie. Il y a lieu d'ajouter que certains dirigeants katangais échappent entièrement au contrôle des Autorités Centrales. Il n'est donc pas exclu qu'une nouvelle résistance Sud-Katangaise puisse avoir lieu, si les Autorités compétentes et les Nations Unies ne restent pas vigilantes, en opérant le nettoyage d'usage.

x
x x

Le Parlement.

C'est avant l'ouverture tardive de la 5^{ème} session du Parlement que l'organe le " Progrès ", patronné par M. Adoula a amorcé une

./.

campagne de presse anti-parlementaire. Cette même session qui s'ouvrait avec un mois de retard devait, selon la décision des Présidents de Commissions Parlementaires, se clôturer fin janvier 1963. Or, à la plus grande surprise de tous les parlementaires, on a assisté à la clôture brutale de la session le 31 décembre 1962. Devons-nous supçonner, à juste titre, que M. Adoula se nourrit d'un certain sentiment antagoniste vis-à-vis du Parlement ce qui constitue un danger pour ce dernier? Au moment où nous parlons, personne ne sait, à coup sûr, si le Parlement ouvrira ses portes à la date du 4 mars, en session ordinaire de plein droit?

x

x

x

Tel est le bilan négatif de la situation politique de la République du Congo-Léopoldville et dans les chapitres qui suivront, nous nous efforcerons de brosser le bilan tout aussi négatif de la situation financière, économique et sociale de notre pays.

--- - ---

La situation de la Finance Publique du Congo est unique au monde. Le tableau ci-dessous indique éloquemment l'évolution du déficit de la finance de l'Etat : (1)

Gouvernements	Dates	Solde débiteur effectif
-----	-----	-----
	<u>1960</u>	
Lumumba	30 juin 1960	2.126.424.120
	31 juillet	2.190.826.831
	31 août	2.669.965.907
Commissaires Généraux	30 septembre	3.895.105.902
	31 octobre	4.341.651.316
	30 novembre	4.688.286.376
	31 décembre	5.341.127.548
Iléo	<u>1961</u>	
	31 janvier	5.758.010.980
	28 février	6.178.493.475
	31 mars	6.967.262.266
	30 avril	7.266.370.313
	31 mai	7.959.857.602
	30 juin	9.065.087.095
	31 juillet	9.691.778.760
Adoula	31 août	9.629.799.395
	30 septembre	10.237.904.720
	31 octobre	11.295.255.588
	30 novembre	12.480.083.524
	31 décembre	13.890.892.836
	<u>1962</u>	
	31 janvier	14.789.419.125
	28 février	15.747.080.151
	31 mars	17.078.081.861
	30 avril	18.179.224.843
	31 mai	18.909.028.903
	30 juin	19.799.032.685
	31 juillet	20.580.087.919
	31 août	21.523.767.127
	30 septembre	22.273.656.103
	31 octobre	23.135.505.275
	30 novembre	23.542.176.749
	31 décembre 1962	24.830.720.698.

Ces chiffres sont extraits du Bulletin Mensuel officiel édité par le Conseil Monétaire, Institut d'Emission, et sont absolument authentiques (voir bulletins n° 4 avril et n° 10 décembre 1962).

La première constatation qu'il faut faire de ce tableau est que jusqu'au 31 décembre 1962, M. Adoula comptait exactement 17 mois au pouvoir, tandis que sa gestion financière accuse un déficit de 15 milliards (24.830.720.698.-- - moins - 9.629.799.395.-- = 15.200.921.303.--), soit un déficit de près de 1.000.000.000 (un milliard de francs) mensuellement.

La deuxième constatation consiste dans le fait que M. Adoula a ^{pour l'exerc.} /'62 présenté devant les Chambres Législatives un budget qui présentait un déficit de 11.632.002.000.--. Le budget a été voté en décembre 1961. . / .

(1) Les chiffres cités sont les "solde débiteur" effectif du compte de la République du Congo, auprès du Conseil Monétaire (banquier de l'Etat)

Avant que l'année budgétaire 1962, qui est en même temps l'année calendrier, ne soit terminée, le déficit budgétaire a doublé et même dépassé de quelques milliards.

Dans l'exposé de motif qui avait précédé le vote du budget, le Premier Ministre avait précisé que plusieurs moyens étaient envisagés pour couvrir le déficit, et plus spécialement dans le domaine de l'assistance étrangère.

Nous nous posons la question où passe cette aide étrangère?.

Mais nous pouvons répondre, en partie à cette question. C'est que l'aide financière étrangère ne passe dans le compte de la République, auprès du Conseil Monétaire son banquier, mais dans des comptes ouverts dans les banques privées. A titre d'exemple nous citerons celui n° 940.456, auprès de la Banque du Congo, à Léopoldville.

x
x x

Quant à la situation économique en générale, celle-ci est plus que déplorable et comme dans d'autre domaine se passe de commentaire.

Il va sans dire que les répercussions se font sensiblement sentir dans le domaine social, où les chômeurs sont actuellement sans nombre, et la masse populaire menacée de famine.

x
x x

La situation que nous venons de brosser se passe de commentaire c'est pourquoi nous préférons conclure, sans doute par de simples questions :

A l'heure où nous écrivons, le régime de M. Adoula bénéficie de l'appui de tous les pays du monde et de l'organisation internationale des Nations-Unies,- Mais nous aimerions savoir :

- Quel est ce pays étranger qui amènerait son Gouvernement :
 - si à l'échelon du pouvoir central on a investi quelqu'un pour reconcilier les forces politiques en présence et que au lieu de reconcilier il se mettait à diviser pour se trouver ensuite, de par sa propre faute, mis en minorité devant le Parlement et fait vivre son pays dans une ambiance de plus confuse?
 - si dans les différentes régions les tueries se multiplient au vu et au su de ce même gouvernement?
- Quel est ce pays qui soutiendrait un Gouvernement qui au lieu de combler son déficit le double en moins d'une année?
- Quel est ce pays étranger qui soutiendrait une politique économique toujours en baisse de son Gouvernement et où les populations sont menacées de famine et de la misère quasi visible et totale?

Si nous nous sommes permis d'adresser ces questions aux pays étrangers, c'est parce que nous croyons que l'existence du Gouvernement de M. Adoula n'est dû qu'au bon vouloir de ceux-ci et de quelques rares compatriotes et parlementaires qui refusent de prendre conscience de leurs responsabilités.

x
x x

Je ne voudrais pas terminer le présent exposé sans tracer les perspectives d'une solution à ces épineux problèmes.

En effet, pour éviter toute espèce de crise, nous croyons que M. Adoula, qui détient la clé du problème devrait admettre avec nous le principe de céder la main à quelqu'un d'autre comme il l'avait lui-même déclaré.

Dans ce cas, le Gouvernement et l'Opposition seraient fondus pour constituer un nouveau gouvernement d'union et de conciliation nationale, qui soit capable :

- de faire régner la paix dans le pays et assainir le climat politique interne et international,
- de faire jouir ^{aux} citoyens et concitoyens congolais les avantages de la liberté,
- de s'attaquer au redressement de l'économie et à l'assainissement de la finance publique
- de sauver le pays de la misère que le menace.

Nous reviendrons plus longuement à ce sujet en d'autres occasions.

Fait, à Léopoldville, le 14 fév. 1963



Cabinet du Ministre des Affaires
Etrangères

Transmitted to
New York
G-583

(1) N° 12/130/68 /CAB/AE/63.

A Monsieur R. GARDINER
Chef de la Mission de l'O N U
au Congo

Réf. n° :

LEOPOLDVILLE. -

Annexe :

Objet :

Monsieur le Chef de Mission,

Suite à l'incident par lequel le Gouvernement Central a été emmené à prier les délégués de la République démocratique d'Allemagne de quitter le territoire de la République du Congo, parce qu'il estimait qu'ils n'avaient aucun titre pour participer aux discussions de la 5e session de la Commission Economique pour l'Afrique, j'aimerais savoir :

1. si la République démocratique d'Allemagne a été invitée à participer à la présente Conférence;
2. si la R. D. A. a participé aux précédentes sessions et en quelle qualité ?
3. si c'est le Secrétariat Général de la Commission Economique qui a lancé cette invitation à la République démocratique d'Allemagne cette fois-ci et les fois précédentes.

Je vous demanderai de me donner aussi vite que possible des renseignements sur toutes ces questions, et je vous en remercie d'avance.

LE MINISTRE,

J. M. BOMBOKO.

GVT/145/63

Bukavu - 10 février 1963

L'ancien Ministre Weregemere nous a priés de transmettre au Gouvernement central un télégramme signé par lui, M. Albert Kabare, le Sénateur Katchungunu et quatre députés provinciaux, menaçant, au cas où le Gouvernement central persistait à installer un collège exécutif à Bukavu, d'utiliser la force contre ce qu'ils considèrent être une agression contre la volonté populaire. Je vous en enverrai le texte intégral par la valise de demain. Cela prouve une fois de plus l'attitude non conciliante du groupe de M. Kabare.

GVT/144/63
URGENT

Message de M. Iléo transmis par l'intermédiaire du
Représentant des Nations Unies à Elisabethville, et
adressé à Monsieur le Premier Ministre Cyrille Adoula.
(en date du 19 février 1963)

PRIERE REMETTRE TEXTE VOTRE ALLOCUTION KALALA FRANCOIS
AUJOURD'HUI. NECESSITE ADAPTER DISCOURS SITUATION LOCALE.
SI KALALA DEJA PARTI ELISABETHVILLE ALLOCUTION DEVRA ETRE
PRONONCÉE LE SOIR. SIGNE ILE MINIETAT.

OK

Elisabethville - 18 février 1963

1. L'ONUC et l'ANC établiront des précautions militaires pour prévenir tout incident grave.
2. Cependant, il est nécessaire qu'un personnel de sécurité du Gouvernement central, venant de Léo, soit responsable de la sécurité personnelle de M. Adoula lorsque le Premier Ministre s'adressera à la foule ou se mêlera à elle. Ils doivent arriver ici le 19 février, de préférence sous le commandement personnel de M. Nendeka, chef de la sécurité, et travailler en liaison avec le commissaire de police à cet égard. De plus, ils doivent prendre des dispositions de sécurité pour le voyage à Jadotville et Kolwezi.
3. Il est souligné que la sécurité personnelle ne peut être assurée que par une police spécialisée entraînée, dont la plupart des membres devront être en civil. Ce personnel spécialisé n'existe pas et devra être fourni par le Gouvernement central et la Sûreté de M. Ileo. Cette précaution devient d'autant plus nécessaire que l'état d'urgence existe toujours.
4. L'ONUC n'est équipée que pour le ;maintien général de l'ordre public et de la sécurité, tels que peut l'assurer un personnel militaire en uniforme.

Kindu - 10 février 1963

Kindu est calme, sauf que la police est toujours non contrôlée. Le 17 février, de retour de l'église, M. Begley de l'ONUC a été attaqué par un policier qui a voulu l'arrêter. Il l'accusait de marcher du côté gauche de la route, ce qui, aux yeux de ce policier, était suffisant pour forcer M. Begley à choisir entre la prison ou une amende de 200 francs congolais. Bien entendu, lorsqu'il a constaté que M. Begley était un membre du personnel de l'ONUC, il l'a immédiatement relâché. Cependant, d'autres n'ont pas ~~xxx~~ autant de chance. Il devient absolument important de mettre fin à ces pratiques policières irresponsables, car les plaintes de la population locale ~~xx~~ ne cessent de parvenir à ma connaissance. ~~MA~~

La CFL signale qu'un nouveau bridge, destiné à remplacer celui qui a été détruit à 60 kms au nord de Kongolo, est arrivé le 16 février à Kindu. Cependant, le problème de l'envoyer et de l'installer sur l'emplacement demeure une décision du bureau central de la CFL à Albertville.

Bukavu - 17 février 1963

1. Les lettres étaient adressées à l'ancien ministre Mutambala qui représente Fizi. En l'absence du commissaire extraordinaire, son chef de cabinet M. Ngoy a envoyé un télégramme rédigé en termes énergiques au commissaire de district, demandant un rapport immédiat. Ils avaient besoin d'une patrouille de l'ONUC, mais le commandant de la Force spéciale malaise a expliqué que la route est pratiquement impassable et que leurs véhicules sont sous inspection après la patrouille de Kongolo et doivent être en bon état pour leur expédition en Malaisie. J'ai suggéré à M. Ngoy et au major Mbadu de l'ANC de prendre un avion Piper qui peut atterrir près de Fizi, et d'enquêter avant qu'une patrouille de l'ONUC, en provenance éventuelle d'Albertville, ne fasse ce trajet difficile.
2. Quatre prisonniers ont été transportés par avion de Kindu à Bukavu. Parmi eux se trouvent le commissaire de district Herady et M. Kalisibe, qui ont été désignés comme les plus responsables du massacre des pilotes italiens à Kindu. Comme ils étaient sous la garde de 3 gendarmes de l'ANC, le major Mbadu les a pris en charge, mais il n'a pas d'ordres clairs quant aux raisons de leur détention. Selon M. Samy, la détention a été apéree par le secrétaire d'Etat Luniasy, dont l'arrivée à Bukavu est annoncée pour demain.
3. Ce soir, M^r Noel Mala, évêque de Kasongo, ainsi que le sénateur Mwananteba, sont venus chez moi pour demander que le Gouvernement central soit informé de leur détention et que dans aucun cas ils ne soient relâchés. Ils attestent tous deux de leur culpabilité dans le massacre des italiens, en plus d'autres crimes.
4. M. Mwananteba signale aussi que l'ANC à Kasongo est politisée et que 30 policiers recrutés parmi la Jeunesse MNC sont arrivés à Kasongo de Kindu. Il est parti nier, craignant pour sa vie.

C / Pol no
and let

Le 16 février 1963

PROGRAMME PROVISOIRE POUR LA VISITE DU PREMIER MINISTRE
AU SUD KATANGA

Mercredi 20 février :

Départ Léo 11 heures locales
(par avion spécial DC-6 de l'Air Congo)

Arrivée Eville 16 heures locales

Réception aéroport Eville :

- gardes d'honneur ANC, ONUC, police locale
- fanfare ANC (sinon ONUC)
- Tous les membres du Gouvernement provincial
Tous les corps diplomatiques, et fonctionnaires
du Gouvernement central, fonctionnaires ONUC,
Toutes les personnalités locales (industrie,
église, université etc...)
- Presse (radio-reportage, actualité cinématographique y compris)
- foule (organisée, ordonnée et nombreuse)
- discours du Premier Ministre (sur estrade, avec micro
et haut-parleurs. Si cela n'est pas possible, le
Premier Ministre devra prononcer son discours à la radio.)

Allocution radiodiffusée du Premier Ministre.

Jeudi 21 février :

Matin : ~~Le tour de la ville serait supprimé s'il était~~
~~accablé de visiteurs~~ Kipushi, Jadotville et Kolwezi.

Après-midi : tour de la ville.

Soir : grande réception (genre vin d'honneur ou cocktail-
party (?) ou buffet-dîner (?))
Nombre d'invités à déterminer - invitations doivent
être envoyées mercredi au plus tard.)

.../...

.../...

- 2.

Vendredi 22 février :

matin : audiences

apres-midi: départ Bville 15 heures locales
(également par avion spécial Air-Congo)

Réception aéroport
(dans le même genre que la réception
de l'arrivée, mais en moins grand
nombre).

Arrivée Léo 18 heures locales

Note : ~~Prendre dispositions nécessaires pour envoyer
une quantité suffisante de drapeaux et de fanions congolais~~

N/Réf.: GVT/129/63

Léopoldville, le 15 février 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 58/63 du 30 janvier dernier concernant la récupération des documents personnels de M. Tshombé et de quelques-uns de ses ministres.

Un certain nombre de documents sont entrés en possession des forces des Nations Unies durant leurs récentes opérations au Sud-Katanga. Ces documents, dont la plupart concernent l'organisation et l'activité de l'ex-gendarmerie katangaise, sont en ce moment triés et étudiés par les services compétents de l'ONUC.

Nous comprenons l'importance que votre Gouvernement attache aux documents mentionnés dans votre lettre et son désir de les récupérer. Nos services ont reçu les instructions nécessaires pour assembler ces documents au cours de leur triage afin de les remettre à votre Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Son Excellence Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

30 janvier 1963

N° 58/63

Monsieur le Chargé de Mission,

La récupération des documents personnels de Monsieur Tshombe et de quelques-uns de ses ministres est un aspect de l'opération menée par les Nations-Unies au Sud-Katanga auquel nous accordons une grande importance.

Ces documents constituent malheureusement une partie intégrante de l'histoire de nos premiers pas dans l'indépendance et sont à ce titre un patrimoine national.

Vous comprendrez l'intérêt et l'empressement que le Gouvernement Central met à leur récupération.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE



Cyrille ADOULA

Monsieur le Chargé de Mission
des Nations-Unies au Congo

LEOPOLDVILLE



CABINET
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 15 février 1963

N° 98/63

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 14 février 1963 concernant la réinstallation des unités de l'ANC au Sud-Katanga dans leurs positions au 30 juin 1960.

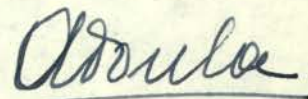
Ces troupes sont à la disposition du Gouvernement Central. Cependant j'accepte dans le souci de collaboration, qu'elles soient pendant la période temporaire actuelle d'alerte sous le commandement opérationnel du Général commandant les Forces des Nations-Unies au Katanga.

J'apprécie les raisons que vous m'avez données pour justifier l'application temporaire de ces modalités et je leur donne mon accord de principe.

Le texte de ces modalités sera transmis sans délai à Monsieur le Ministre ILEO pour qu'il en assure l'application en tenant compte du deuxième paragraphe de la présente.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE


Cyrille ADOULA

Monsieur le Chargé de Mission
des Nations-Unies au Congo

LEOPOLDVILLE

REINSTALLATION DE L'ANC AU SUD-KATANGA.

A- Activités opérationnelles, emplacement et mouvements des unités de l'ANC au Sud-Katanga.

Jusqu'à la fin de la période d'alerte, toutes les unités de l'ANC au Sud-Katanga seront placées sous le commandement et le contrôle du Général commandant les troupes de l'ONU de la région katangaise (bien qu'elles ne soient pas incorporées dans la Force des Nations Unies) pour toutes les activités opérationnelles aussi bien que pour l'emplacement et les mouvements des unités.

B- Appui logistique.

L'appui logistique des unités de l'ANC restera la responsabilité du Gouvernement Central. Cependant, toute assistance à cet égard qui pourra être demandée à l'ONU leur sera fournie par accord mutuel entre les autorités de l'ONUC et le Gouvernement Central.

C- Soins médicaux.

Là où il n'est pas pratique de prendre des dispositions localement pour subvenir aux besoins médicaux des troupes de l'ANC, l'ONUC leur fournira les facilités dans ce domaine dans la mesure de leurs ressources locales.

D- Liaison.

Pour assurer une coopération effective, il est impératif qu'il y ait une liaison étroite et une coopération constante entre les commandants de l'ANC et de l'ONUC à tous les postes de commandement de l'ANC, y compris les postes de commandement des unités, auront des officiers de liaison attachés d'une façon permanente aux Quartiers Généraux militaires de l'ONUC responsables pour les secteurs et les stations intéressés.

GVT/140/63

Le 16 février 1963

Bukavu - 15 février 1963

Les deux civils qui ont avoué avoir gardé les prisonniers sur l'ordre du Mwami Kabares ont été amenés à Bukavu pour interrogatoire. Ils ont donné les noms des détenus. Une inspection de la prison centrale de Kabares n'a révélé aucune trace de ceux-ci. Nous essayons de trouver l'emplacement de la tombe de la personne morte, afin d'établir la cause du décès.

Le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministre des Affaires Etrangères et a l'honneur d'accuser réception de sa Note Verbale No 1341/0784 du 1er février concernant la possibilité de remettre à la disposition du Service des Douanes le local occupé actuellement par des troupes de l'ONU à l'Aéroport de Luluabourg.

Dès reçu de sa Note, des contacts ont été pris avec les autorités militaires de l'ONUC à Luluabourg en leur exposant sa requête et demandant qu'une réponse urgente lui soit adressée.

Dès que la réponse lui sera communiquée, il ne manquera pas de la transmettre au Ministre des Affaires Etrangères.

Le Chargé de Mission saisit cette occasion pour renouveler au Ministre des Affaires Etrangères l'assurance de sa haute considération.

Léopoldville, le 16 février 1963

Son Excellence
Monsieur J. Bomboko
Ministre des Affaires Etrangères
Léopoldville

AM/jf

Ref. 147

Elisabethville, le 15 février 1963.

Cher Monsieur Gardiner,

Je me permets de vous remettre, à titre prévi,
copie d'une note que j'ai adressée ce jour au Premier
Ministre.

En effet, il m'a paru nécessaire de vous tenir
au courant de la position que j'ai décidé de prendre.

Je me permets de vous faire savoir que les dé-
cisions que je serai amené à prendre, si l'on
m'y oblige, seront irrévocables. L'irrévocabilité
de ces décisions sera d'ailleurs consacrée par
une conférence de presse que je me verrai alors
obligé de tenir soit à Léo, soit à Elisabeth-
ville.

Loin de moi, l'intention de faire une
pression quelconque. Mais, étant donné
l'importance des décisions que je pourrai
peut être amené à prendre, j'ai cru bien
faire de vous prévenir bien à l'avance.

J'espère toutefois que l'on ne m'accu-
lera pas à prendre une telle position, et
vous prie d'agréer, cher Monsieur Gardiner,
l'assurance de mes sentiments très distingués.

J. L. E.

J. L. E.

CAB/MINIETAT/CONF/63.

NOTE POUR MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE.

Lors de mon séjour à Léopoldville la semaine passée, il m'a été donné l'assurance formelle par vous même que les troupes de l'A. N. C. seront envoyées à Elisabethville au courant de cette semaine.

Nous sommes aujourd'hui vendredi, c'est-à-dire la fin de la semaine, cette assurance ne semble pas se concrétiser dans les faits.

De son côté, Monsieur Gardiner m'avait fait la même promesse formelle en ajoutant qu'il se rendra à Elisabethville le mardi ou le mercredi pour assister personnellement à l'arrivée de ces troupes.

Rien de tout cela ne s'est réalisé jusqu'ici.

Je me permets de vous dire que je crois avoir suffisamment démontré et avec une insistance particulière, l'importance de ce problème. Je n'y reviendrai plus.

Mais, je me permets de vous faire savoir une dernière fois qu'au cas où l'on continuerait à tergiverser concernant la décision à prendre au sujet de ce problème, je serai navré de rentrer définitivement à Léopoldville la semaine prochaine.

Je serais au grand regret, au cas où on m'aura obligé de rentrer à Léo, de remettre purement et simplement ma démission, et cela même si on prenait alors dare dare la décision d'envoyer les troupes de l'A. N. C. à Elisabethville.

La lenteur et les tergiversations dont fait preuve Léopoldville ne sont pas de nature à contribuer à faciliter la solution du problème sud-katangais. Bien au contraire.

Je suis convaincu que vous réaliserez l'importance de ce problème et que vous prendrez la décision qui s'impose sans plus tarder.

Je vous en remercie.

Le Ministre d'Etat
J. N. N. N.
J. N. N.

Kamina - 15 février 1963

Des télégrammes suivants ont été reçus ce matin:

A) D'Eville, adressé au commissaire de district, transmis par la société radiophonique privée Bunge à 10 heures: " "

B) Le second message adressé au commissaire de district de Kamina, au commissaire de district de Kolwezi, avec une copie pour l'information du Grand chef de Kasongo Niembo: " "

- A l'intention de M. Gardiner - A moins que vous ne me donniez d'autres instructions, je refuserai l'autorisation de visiter Kamina-ville. La lettre à M. Adoula vous est envoyée aujourd'hui par valise spéciale.

- A l'intention de M. Mathu - En raison de la lettre envoyée aujourd'hui à M. Adoula par le Grand chef de Kasongo Niembo, veuillez insister pour que la visite de la délégation du président Mwamba Bertin soit retardée jusqu'à ce que des instructions soient reçues de M. Adoula.

Léopoldville, le 15 février 1963

Notre réf: GVT/139/63

Les télégrammes suivants ont été reçus ce matin :

A) O'Elisabethville, adressé au commissaire de district, transmis par la société radiophonique privée Bunge à 10 heures:

"Un signalé arrivé du Président de l'Assemblée Nationale congolaise M. Mwamba Bertin le 17 février 1963 accompagné de 7 membres de l'Assemblée. Il arrivera coûte que coûte, selon ses désirs à Kamina ce Dimanche. Signé: Milinter".

B) Le second message adressé au commissaire de district de Kamina, au commissaire de district de Kolwezi, avec une copie pour l'information du Grand Chef de Kasongo Niembo:

"Contrairement à ce qui avait été annoncé le Président Mwamba Bertin n'a pas pu arriver à Kamina mercredi 13 février comme prévu. Toutefois il arrivera coûte que coûte selon ses désirs à Kamina le Dimanche 17 février. Signé: Milinter".

A l'intention de M. Gardiner - A moins que vous ne me donniez d'autres instructions, je refuserai l'autorisation de visiter Kaminaville. La lettre à M. Adoula vous est envoyée aujourd'hui par valise spéciale.

A l'intention de M. Mathu - En raison de la lettre envoyée aujourd'hui à M. Adoula par le Grand Chef de Kasongo Niembo, veuillez insister pour que la visite de la délégation du président Mwamba Bertin soit retardée jusqu'à ce que des instructions soient reçues de M. Adoula.

New York - 15 février 1963

La Mission de l'Ouganda vient de faire savoir que le gouvernement ougandais a jugé nécessaire de décréter l'état d'urgence dans les comtés Bwamba et Busungora du district de Toro dans l'Ouganda occidental, en raison de troubles locaux. L'état d'urgence, qui doit entrer en vigueur le 16 février, sera limité à cette région. Les troupes et la police sont déployées.

Nous vous suggérons d'en informer M. Adoula ainsi que nos représentants dans les régions frontalières.

Elisabethville - 14 février 1963

La situation est maintenant quelque peu éclaircie. Les installations complètes radiophoniques d'Eville n'ont été prises en charge officiellement par Léopoldville que ce matin. Elles comprennent quatre émetteurs, dont le quatrième, d'une puissance de 3 kilowatts, est en ce moment donné à bail par les Katangais à l'Ufac. M. Kongo propose de résilier ce contrat et d'utiliser les émetteurs de 100 et de 20 kws pour la chaîne A (émissions nationales) et les émetteurs de 10 et de 3 kws pour la chaîne B (émissions locales). Cependant, en attendant la récupération de l'émetteur de 3 kws, celui de 20 kws est utilisé pour la chaîne B, M. Kongo essayant de mettre la Voix d'Eville sur les deux chaînes pour le moment. M. Ileo n'était manifestement pas pleinement au courant lorsque M. Harrington lui a parlé de la question hier.

M. Kongo a toujours de grandes difficultés de discipline avec les employés locaux du centre de réception, et il ne peut en ce moment garantir le relais de la Voix de Léo sur une base régulière. Il essaie d'obtenir de Léo du personnel supplémentaire pour le centre. Par conséquent, je pense que notre relais ne devrait pas commencer jusqu'à ce que les chaînes A et B, ainsi que le centre de réception, soient en mesure de fonctionner entièrement comme prévu.

Elisabethville - 14 février 1963

A la suite de la déclaration Muke-Ebeya, nous comptons maintenant demander l'intégration accélérée de la gendarmerie à cette fin.

1. Le gén. Muke sera envoyé en tournée dans les villes mentionnées dans sa proclamation, où il administrera le serment aux anciens officiers de la gendarmerie et peut-être aux hommes de troupe. Il faut relever que certains officiers mentionnés par le gén. Muke, par exemple Yav et Kasadi à Kolwezi, n'ont pas encore eux-mêmes prêté allégeance. Nous nous proposons d'effectuer cette opération en coopération avec M. Ileo et le lt-col Ebeya.
2. Après cette tournée, une date limite - peut-être le 1^{er} mars - doit être fixée pour le serment des officiers restants.
3. La même date limite doit être fixée pour l'enregistrement et la remise des armes par les anciens gendarmes (bien qu'ils ne seront pas, à ce stade, incorporés dans de nouvelles unités).
4. Notre position sera qu'à la fin de cette procédure, l'aspect officiel de l'intégration aura été achevé et que les officiers et hommes de troupe qui ne se seraient pas conformés auront perdu leur statut militaire. Nous assumons que le Gouvernement central acceptera d'adopter la même position.
5. Cela s'applique également à la compagnie de gardes de M. Tshombe à Kolwezi et à la petite escorte de voyage, lesquelles, aux termes des décisions du 27 janvier, ne sont autorisées qu'en attendant l'intégration conformément au plan du Secrétaire général; par conséquent, elles seront supprimées et M. Tshombe devra prendre avec M. Ileo et l'ANC des dispositions nouvelles et acceptables concernant sa sécurité.
6. La phase suivante de l'intégration aura trait à l'organisation. Elle comportera la création de nouvelles unités. Le problème est compliqué par le fait qu'il n'existe plus d'unités de gendarmerie organisées. Cependant, il faudrait prendre comme base les plans établis par la commission militaire dirigée par le commandant du contingent irlandais, tels qu'ils ont été récemment révisés à Léo. À cette fin, nous recommandons que la commission établisse son QG à Eville, de façon à s'occuper des aspects pratiques de la mise en oeuvre de la réorganisation et de l'intégration de la gendarmerie.

GVT 135/63

*au refus en
possession de
M. Yrilegg,
Régulièrement
CFO*

Léopoldville, le 15 février 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No 1033/114/Ord-51351 datée du 8 février 1963 par laquelle vous me demandez de bien vouloir vous faire parvenir réponse à votre lettre antérieure No 1033/961/Ord-51351, datée du 29 novembre 1962 concernant les munitions entreposées à la Base de Kamina.

En parcourant le dossier de l'affaire en question, je m'aperçois que réponse à votre lettre ci-dessus mentionnée vous a été adressée en date du 26 janvier, lettre No GVT 60/63, dont ci-joint copie.

.....

Je ne manquerai pas de vous faire connaître, dès que l'enquête aura été terminée, l'état définitif concernant le stock de munitions.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

AM

R. Gardiner
Chargé de Mission

Son Excellence
Monsieur Jérôme Anany
Ministre de la
Défense Nationale
Léopoldville

AM/jf

Message de Grand Chef KASONGO NIEMBO.

(en date du 14 février 1963, transmis par l'intermédiaire du Représentant de l'ONUC à Kamina.)

PREMIER MINISTRE ADOULA LEOPOLDVILLE.
SITUATION DIFFICILE VOUS PRIE MAINTENIR VOTRE
DECISION QUE TOUTE VISITE REGION KAMINA PAR
PERSONNALITES POLITIQUES SOIT SUBORDONNEE A
VOTRE APPROBATION PREALABLE. LETTRE EXPLICATIVE
SUIT. PRIERE CONFIRMER VOTRE DECISION PAR CABLE
VIA ONU. SIGNE KASONGO NIEMBO.

C / Pal 000
Ant. Lit

Léopoldville, le 14 février 1963

A Son Excellence
Monsieur Cyrille ABOULA,
Premier Ministre de la
République du Congo
Léopoldville.

Monsieur le Premier Ministre,

Dans le cadre de l'assistance technique des Nations Unies à la République du Congo, j'ai l'honneur de soumettre à votre agrément la nomination de Monsieur José Carlos Miranda CORREA, de nationalité brésilienne, au poste de Chef de la Mission d'assistance technique de l'OACI au Congo, en remplacement de Monsieur H. COSTA qui vient d'être nommé au poste de Directeur de l'assistance technique au siège de l'OACI à Montreal.

L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale a choisi tout particulièrement, pour la représenter au Congo, Monsieur José CORREA tant pour ses hautes qualités professionnelles qu'humaines.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, aux assurances de ma plus haute considération.

R. K. GARDINER,
Chargé de la Mission de l'ONU
au Congo.

Notre réf: GVT/133/63

Elisabethville - 14 février 1963

Nous avons saisi un tract représentant le Gouvernement central fouettant un Bud-Katangais. La personne sur laquelle il a été saisi a déclaré à la police locale que ces tracts avaient été envoyés d'Elisabethville avant décembre. Nous vous envoyons par valise des renseignements détaillés.

Une réunion s'est tenue au bureau de l'administrateur territorial. Y étaient présents des représentants de l'ONUC, des députés locaux et des chefs de tribus. Les autorités locales leur ont demandé de coopérer, d'être calmes et de poursuivre leurs activités normales dans l'intérêt du pays. Ils ont été informés que les billets de banque congolais et katangais seraient acceptés dans la région en attendant les dispositions nécessaires pour l'échange des billets katangais contre des congolais. Des détails seront envoyés par valise.

Elisabethville - 15 février 1963

A) J'ai inspecté le camp Karavia avec les représentants de l'ANC et de l'ONUC. La route menant au camp a besoin d'être réparée. La gendarmerie katangaise a laissé le camp dans un état extrêmement sale et négligé. Il n'y a pas d'électricité sauf dans l'église et dans un immeuble de distribution ouvert au centre du camp. Les maisons particulières ont un grand besoin de réparations, et nécessitent des vitres, de la peinture et une désinfection avant d'être transformées en logis pour les hommes. Les pavillons de l'école pourraient servir de salles de rapport, de dépôts, de cantines et de messes pour le bataillon. Il n'existe aucun meuble de quelque sorte que ce soit, sauf des chaises et lits brisés. Il n'y a aucune installation de cuisine. Les représentants de l'ONUC et de l'ANC ont convenu de recommander au QG de l'ANC de retarder le transfert du 2ème bataillon jusqu'à ce que l'équipe d'entretien des bâtiments et travaux, aidée par un groupe avancé du bataillon, ait rendu les lieux acceptables pour les unités. Le bataillon aura aussi besoin de matériel de caserne pour établir une garnison: lits, tables, chaises, réchauds, réfrigérateurs etc. Il est très probable que ce matériel sera demandé à l'ONUC.

B) Analyse finale pour tout le projet:

1. Le 13ème bataillon manque de nombreux articles, dont l'essentiel devrait être fourni par l'ANC avec l'aide de l'ONUC, avant de s'adresser à celle-ci. Nous ne devrions pas répéter le timide effort fait pour le 2ème bataillon congolais.

2. Le 2ème bataillon souffre également de plus de pénuries que le 13ème, y compris en matière de véhicules, et il faut y remédier avant le transfert, autrement nous devrions les tirer d'embarras à Eville.

3. Le camp Karavia n'est pas prêt à être occupé dans son état actuel.

C) J'ai expliqué la situation au Commandant et à M. Snerry. Le lieutenant-colonel Ebeya, de l'ANC, n'est pas satisfait du retard, mais il ne s'opposera pas à des recommandations faites à M. Ileo aux termes desquelles, pour des raisons de prestige, le 2ème bataillon ne doit pas venir avec des moyens de fortune mais doit être bien organisé du point de vue logistique et doit être raisonnablement bien cantonné. A ces fins, il faut accepter un retard et il importe que l'ANC s'y emploie avec l'appui financier nécessaire du Gouvernement central.

D) Pour commencer, le lt-col Ebeya a demandé verbalement la restitution des véhicules de la gendarmerie katangaise détenus par l'ONUC et ceux du 2ème bataillon en provenance de Thysville. Je suggère que les véhicules soient délivrés à Elisabethville au 2ème bataillon conformément à la lettre de l'ONUC adressée au Service de logistique, en puisant parmi les véhicules retournés par la brigade indienne.

GVT/131/63

Le 14 février 1963

ELISABETHVILLE

Lettres de Monsieur le Ministre des Finances J.B. KIBWE adressées à
Monsieur J. Iléo,

J'AI L'HONNEUR DE ME REVENIR A NOTRE ENTRETEN DU MARDI 5 FEVRIER AU COURS DUQUEL A ETE DEFINI LE ROLE DE LA COMMISSION DES FINANCES DELEGUEE PAR LE GOUVERNEMENT CENTRAL, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES "REVENUS".

JE VOUS AI CONFIRME A CET EGARD QUE JE M'EN REFERRAIS AU " PLAN THANT" CE QUE J'AI REAFFIRME LES 6 FEVRIER 1963 A LA COMMISSION DES FINANCES, AU COURS DE LA VISITE QUE CELLE-CI M'A RENDUE.

CONFORMEMENT A CE PLAN ET JUSQU'A CE QUE LES DISPOSITIONS DEFINITIVES SOIENT MISES EN OEUVRE PAR LE VOTE D'UNE LOI FINANCIERE, LES SEULS REVENUS CONCERNES PAR LE PARTAGE A PARTS EGALES SONT CEUX QUI PROVIENNENT " DES DROITS OU TAXES" SUR LES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS" AINSI QUE "DES REDEVANCES SUR LES CONCESSIONS MINIERES".

J'ATTIRE VOTRE ATTENTION SUR LE FAIT QUE LE PARTAGE NE VISE NULLEMENT LE PRODUIT DES DIFFERENTES RESSOURCES FISCALES, ET, EN PARTICULIER, NI CELUI DE L'IMPOT SUR LES REVENUS OU DE L'IMPOT COMPLEMENTAIRE SUR LES BENEFICES, NI CELUI DES ACCISES.

LES TRAVAUX ACTUELS DE LA COMMISSION DES FINANCES ETANT DE NATURE A FAIRE SUPPOSER QUE LES INSTRUCTIONS QU'ELLE A RECUS LUI ASSIGNAIENT UN ROLE INCOMPATIBLE AVEC CETTE POSITION, NOTAMMENT EN MATIERE FISCALE, IL M'A PARU UTILE DE VOUS EN FAIRE PART AFIN D'EVITER TOUT MALENTENDU A CE SUJET.

.../...

.../...

JE VOUS SERAIS TRES RECONNAISSANT DE DONNER DES INSTRUCTIONS TRES PRECISES A LA COMMISSION DES FINANCES POUR QU'ELLE SE CONFORME AU TEXTE DU PLAN DE RECONCILIATION NATIONALE.

JE VOUS EN REMERCIE D'AVANCE ET VOUS PRIE DE CROIRE, MONSIEUR LE MINISTRE, A L'ASSURANCE DE MA PLUS HAUTE CONSIDERATION. SIGNE LE MINISTRE DES FINANCES. J. B. KIBWE

J'AI L'HONNEUR D'ATTIRER VOTRE ATTENTION SUR LE FAIT QUE, DANS CERTAINS DOMAINES PARTICULIEREMENT IMPORTANTS, LES MODALITES DU PLAN DE RECONCILIATION NATIONALE, SEMBLENT NE PAS AVOIR ETE RESPECTEES.

LA FACON BRUTALE ET ARBITRAIRE DONT LA CONVERSION MONETAIRE A ETE OPEREE ME PARAIT EN EFFET ETRE EN ABSOLUE CONTRADICTION AVEC LE TEXTE MEME DE CE PLAN, CELUI-CI PREVOYANT QUE "LE GOUVERNEMENT CENTRAL INVITERA LES NATIONS UNIES A DEMANDER AU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL DE CHARGE SES EXPERTS. D'ETABLIR UN PLAN PORTANT SUR L'UNIFICATION PROGRESSIVE DE LA MONNAIE "

JE TIENS A VOUS FAIRE REMARQUER QUE LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE CETTE CONVERSION RISQUENT D'ETRE DESASTREUSES, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES PRIX.

DESIRANT, POUR MA PART, APPLIQUER INTEGRALEMENT ET EXACTEMENT LE PLAN DE RECONCILIATION NATIONALE, JE CRAINS QUE DES MESURES TELLES QU'ELLES ONT ETE PRISES LORS DE LA CONVERSION MONETAIRE, NE PEUVENT QU'ENTRAVER NOS EFFORTS DE COLLABORATION. SALUTATIONS. SIGNE LE MINISTRE DES FINANCES. J.B. KIBWE.

Kindu - 14 février 1963

Kindu est calme. La coopération avec la gendarmerie est excellente. Cependant, la police n'est pas encore organisée. Le 13, elle n'a pas pu exécuter les ordres du tribunal, en raison de divergences dans son commandement et du refus de certains d'obéir ; au tribunal local. Les quatre personnes arrêtées le 1^{er} février se trouvent toujours à Kindu, bien que M. Luniasy, sous-secrétaire du Ministère de l'Intérieur du Gouvernement central, ait donné des ordres pour les transporter à Buxavu. Cette situation provoque quelque nervosité, car le gouvernement provincial essaiera de les libérer. Les gendarmes se sont relâchés.

N/Réf.: GVT/128/63

Léopoldville, le 14 février 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que les préparatifs pour le transfert du 2e Bn de l'ANC de Kamina à Elisabethville et son remplacement à Kamina par le 13e Bn sont maintenant dans un état très avancé et que le 2e Bn pourra incessamment faire son entrée dans la capitale du Sud-Katanga.

..... Je vous envoie ci-joint le texte d'un télégramme que le Lt Colonel Garneau de l'ONU et le Capitaine Molongya de l'ANC viennent d'adresser à ce sujet conjointement au Commandant en Chef de l'ANC et au Commandant de la Force des Nations Unies au Congo.

..... Je vous envoie également ci-joint les modalités que les autorités militaires de l'ONUC suggèrent de suivre en ce qui concerne l'installation des unités de l'ANC au Sud-Katanga. Ces modalités, il y a lieu de le souligner, ont un caractère essentiellement

.../...

Son Excellence Cyrille Adoula
Premier Ministre
de la République du Congo
Léopoldville

temporaire et ne s'appliqueront que pendant la période actuelle d'alerte. Je suis sûr que vous trouverez ces modalités réalistes et raisonnables et consentirez à leur donner votre accord de principe. Comme il s'agit là d'une question qui intéresse en premier lieu les autorités en place de la province, je voudrais vous suggérer, si vous êtes d'accord à ce sujet, de transmettre le texte de ces modalités à Monsieur le Ministre Ileo pour qu'il en assure l'application.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Premier Ministre, pour vous réitérer les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Du Lt Col. Garneau et Capt. Molongya.

Concernant la rotation du 2è Bn et 13è Bn ANC.
Rapport de la situation No. 1.

A- Lt Col. Garneau, Capt. Brar ONUC et Capt. Molongya ANC sont arrivés Kamina le 9 février. 10 février avons mis 2è Bn au courant ANC événements à venir. Major Yossa, Comdt du 2è Bn a exprimé le désir de prendre sa retraite. Situation matérielle de ce Bn pas complètement amélioré par l'ONUC et l'ANC depuis implantation à Kamina. Capt. Brar travaille avec 2è Bn pour vérifier matériel, Lt. Liston aide en cela et vérifie questions du personnel. Capt. Tukuzu et Capt. Ndele arrive le 11 février de Léo.

B- Le 11 février, Lt Col. Garneau, Capt. Molongya, Capt. Senecal, nouvel officier ONUC au Bn congolais et Adj. Chef du 2è Bn ont visité 13è Bn à Kabongo. Impression générale de la place est de sérénité mais populace craint encore les mines katangaises et n'osent travailler la terre. Le 13è Bn dans son hôpital autrement désert et dénudé. Avons rencontré Lt Kapepa du Quartier Général avance Aville en visite aussi pour déplacement 13è Bn. Bn possède vivres et essences mais en quantités insuffisantes. Capt. Ndele Comdt du Bn au Quartier Général à Léo donc reçu par Lt. Potopoto Comdt en second. Rapports du 2è Bn et du Quartier Général secteur C disent que route Kamina-Kabongo impraticable. Situation 13è Bn :

1. Pers. 23 OSO, 616 hommes.
2. Armement: carabines 556 de marque Mauser, Fal et AFN.
trombon Energa aucun
vignerons 56

.../...

mortiers 60 MM	7
blindicide	2
pistolets	37
mitrailleuses 30 MM	4
mortiers 81 MM	6
canon 75 pour 3	
mi 50 pour 1	
mor 4.2	aucun

3. Transmissions. Postes ANGRC 9 pour 13
ANPRC 10 pour 23, dont
9 en panne. Il manque un commutateur 71 et deux 72.
Cables, téléphones, hauban manquent mais autrement
situation bonne.
4. Transport. 19 jeeps
20 camions, ceci inclus bureaux,
réparations citerne mais batteries manquent pour
presque tous. Beaucoup de pièces de rechange man-
quent.
5. Munitions première ligne de Bn. Matériel de pionnier
pour cuisinier, matériel de tailleur, de cordonnier,
de charpentier, brûlé et sauté à Kabolo le 24 janvier.
6. Il faut environ 75 paires de bottines.
7. Communications entre 2è et 13è Bn seront établies
par radio à partir du 12 février. Deux officiers
du 13è Bn revenus à Kamina avec nous pour liaison
avec 2è Bn.

C- Reconnaissons :

1. Râtissage de mines à Kabongo. Voir progrès de la
levée de mines au pont de rail à Lengwe qui sera
peut-être vérifié selon Général Wheeler par génie
indien.
2. Quartier Général avertir Quartier Général avance
Aville du besoin de remplacer le 13è Bn à Kabongo

par au moins une compagnie de troupes.

3. Permission si possible de ravitailler immédiatement le 13^e Bn à Kabongo en vivres et en essence par ONUC de Kamina. Examen de la disposition de vivres par l'ANC Aville si le 13^e Bn ne les reçoit pas.
4. Augmenter nombres d'officiers du 13^e Bn à 27 (29) officiers au moins.
5. Ce qui reste de personnel et matériel du 2^e Bn à Thysville soit envoyé directement à Eville.
6. Matériel du 13^e Bn brûlé et sauté à Kabalo soit remplacé plus tôt possible par ANC.
7. Déplacement du 13^e Bn soit fait par train.
8. Un officier comdt de grade supérieur à Capt. Comdt, au moins Major, doit être prévu pour le 13^e Bn.
9. Soins médicaux par ONUC au 13^e Bn doivent commencer immédiatement car officier médical du 2^e Bn doit partir 22 février pour rapatriement.

D- Nous allons 12 février à Eville examiner l'emplacement du 2^e Bn après quoi état de choses et recommandations seront faits.

REINSTALLATION DE L'ANC AU SUD-KATANGA.

A- Activités opérationnelles, emplacement et mouvements des unités de l'ANC au Sud-Katanga.

Jusqu'à la fin de la période d'alerte, toutes les unités de l'ANC au Sud-Katanga seront placées sous le commandement et le contrôle du Général commandant les troupes de l'ONU de la région katangaise (bien qu'elles ne soient pas incorporées dans la Force des Nations Unies) pour toutes les activités opérationnelles aussi bien que pour l'emplacement et les mouvements des unités.

B- Appui logistique.

L'appui logistique des unités de l'ANC restera la responsabilité du Gouvernement Central. Cependant, toute assistance à cet égard qui pourra être demandé à l'ONU leur sera fournie par accord mutuel entre les autorités de l'ONUC et le Gouvernement Central.

C- Soins médicaux.

Là où il n'est pas pratique de prendre des dispositions localement pour subvenir aux besoins médicaux des troupes de l'ANC, l'ONUC leur fournira les facilités dans ce domaine dans la mesure de leurs ressources locales.

D- Liaison.

Pour assurer une coopération effective, il est impératif qu'il y ait une liaison étroite et une coopération constante entre les commandants de l'ANC et de l'ONUC à tous les échelons. Afin de réaliser cet objectif tous les postes de commandement de l'ANC, y compris les postes de commandement des unités, auront des officiers de liaison attachés d'une façon permanente aux Quartiers Généraux militaires de l'ONUC responsables pour les secteurs et les stations intéressés.

GVT/127/63

Elisabethville - 13 février 1963

M. Sendwe est arrivé aujourd'hui à Elisabethville et a rendu visite au QG de l'ONUC, où il a été reçu par MM. Cox et Sherry. Il a exprimé sa gratitude à l'ONU pour les récentes réalisations et a longuement parlé de réconciliation. Dans le cadre de celle-ci, il a expliqué que son parti favorisait maintenant la réunification du Nord-Katanga et du Sud-Katanga. Il s'est également montré en faveur de l'inclusion de membres de la Conakat dans le Gouvernement de M. Adoula. Il a estimé que la réunification du Katanga préviendrait toute réapparition du communisme. Cependant, il n'est pas impossible qu'il avait aussi à l'esprit le poids politique et économique d'un Katanga uni au sein d'un Congo composé de provinces beaucoup plus petites et faibles. Il faut relever à cet égard qu'il a exprimé des sentiments d'affection débordante pour son "frère" Tshombe.

Luluabourg - 13 février 1962

Ce matin, le président Luakabwanga a essayé d'insister pour que nous assurions le transport par hélicoptère à Kakenge de M. Norbert Kadima, vice-président du gouvernement du Luluabourg, de M. Etienne Tshimanga, vice-président de l'Assemblée provinciale qui serait qualifié aux dires du président de l'Assemblée, et le Grand chef Kalamba, ainsi que la délégation parlementaire mentionnée dans le télégramme d'hier. J'ai refusé étant donné que M. Kamitatu avait informé M. Luakabwanga, ici en ma présence, qu'aucun représentant des autorités de Luluabourg ne devrait pour le moment visiter officiellement Kakenge qui, jusqu'à nouvel avis, doit être considéré comme faisant partie de la province de l'Unité kasaienne. J'ai expliqué cela par la suite à la délégation, qui a dit qu'elle comprenait ma position.

M. Gnaegi, expert postal, a inauguré à Lulu une étoile postale où sont inscrits 10 membres du personnel de la Poste. A la suite d'une visite à Tshikapa, il espère que le bureau de poste qui s'y trouve sera rouvert prochainement.

Le ministre de l'agriculture du gouvernement du Lulu nous a priés de lancer des tracts pour conseiller aux paysans de cultiver davantage. J'ai répondu que nous le ferons au cours de sorties en hélicoptère vers diverses localités.

M. Ngala s'est plaint des prix qui montent en flèche au Sud-Kasai et il réclame donc un accroissement des salaires. Il a dit que la dernière licence d'importation accordée au Sud-Kasai date de septembre et concernait en théorie un montant de 2 millions de francs, mais qu'elle n'a été validée que pour 1 million. Le prix d'une bouteille de bière est maintenant de 350 francs. M. Ngala demande que nous intervenions auprès des autorités centrales pour augmenter les quotas de devises étrangères pour le Sud-Kasai.

J'ai pris des dispositions pour me rendre le vendredi 15 à Bakwanga en compagnie de M. Visser de la FAO et de M. Dlingerman de l'ambassade des Etats-Unis.

M. Ngalula a envoyé deux émissaires à Lulu pour entrer en contact avec les Baluba de la région et les encourager à retourner au Sud-Kasai. J'ai indiqué clairement que nous ne pouvons leur fournir aucun transport.

M. Lubaya a remis à plus tard le voyage qu'il projetait pour Léo.

GVT/125/63

Communiqué transmis par M. Ileo au Représentant des Nations Unies à Elisabethville.

LE CABINET DU MINISTRE D'ETAT

Elisabethville, le 12 février 1963

COMMUNIQUE

Le Ministre d'Etat a reçu en audience Mr. Dean, Consul des Etats-Unis. Il recût en outre Mr. le Ministre Kitenge. L'entretien a porté sur la reprise par le Gouvernement Central, de certains services qui jusqu'ici dépendaient de la compétence du Ministre provincial. Il s'agit :

- 1) de services des voies navigables ;
- 2) services aéronautiques.

Pour ces services le Ministre Kitenge tout en reconnaissant l'utilité d'une réglementation commune, a demandé que le Gouvernement provincial soit compétent pour les aérodromes utilisés par les avions privés tel que air-brousse etc... Le Ministre d'Etat a demandé de confier l'étude de ce problème aux services techniques du Gouvernement Central.

En ce qui concerne les parastataux ci-après, Regideso, C.C.A. transport en commun, Mr. le Ministre Kitenge a demandé au Ministre d'Etat de préciser la part de compétence du Gouvernement provincial.

Le Ministre d'Etat a suggéré d'en confier l'étude aux différentes directions de ces parastataux. Il faudrait qu'une décision technique intervienne avant une décision politique. D'ailleurs, c'est la méthode suivie par la délégation de l'institut de sécurité sociale venue de Léopoldville avec leurs collègues d'Elisabethville.

.../...

.../...

- 2 -

Le Ministre Kitenge a aussi évoqué le problème de la radio. Il me semble, a poursuivi le ministre, que le responsable actuel de la radio ne tient pas compte de l'opinion publique. La masse préfère écouter la radio, mais que l'on utilise les langues locales.

M. le Ministre d'Etat a rassuré M. Le Ministre Kitenge que le nécessaire est fait. A partir d'aujourd'hui, j'ai établi deux chaines, la chaine B émettra en dialectes locaux. Le vrai problème, à mon sens, a poursuivi le Ministre d'Etat, est d'obtenir des bons collaborateurs, eux qui ne vont pas profiter de la radio pour attiser la haine. Je reprendrai tous les bons collaborateurs de la radio.

Le Ministre d'Etat a terminé en demandant à M. le Ministre Kitenge de demander à tous les usagers des autos de supprimer les insignes katangaises et remettre les plaques congolaises en vente. Car, a précisé le Ministre, toutes ces manifestations extérieures constituent pour les fanatiques, une nouvelle méthode de refuser la réconciliation.

M. le Ministre Kitenge a répondu en précisant que le Gouvernement du Sud-Katanga ne dispose plus de plaques congolaises, il appartient au Gouvernement Central d'envoyer une série de plaques d'immatriculation pour véhicules. Enfin, Mr. Le ministre d'Etat a reçu M. Muhona, Ministre de l'enseignement provincial du Sud-Katanga. L'entretien a porté sur l'université et les écoles supérieures. Concernant l'université, le Ministre Muhona a reconnu que cette institution relève de la compétence du Gouvernement Central. Mais, il a demandé au Ministre d'Etat que l'université garde le statut que jusqu'à la fin de l'année académique 1962-1963 pour éviter des perturbations préjudiciables aux intérêts tant des étudiants que du pays.

.../...

.../...

- 3 -

Le Ministre Muhona a signalé encore le problème du personnel enseignant de l'université.

Le Ministre d'Etat a répondu qu'il examinera les problèmes de l'université avec une attention particulière et de façon à éviter toute désorganisation. Quant à l'inquiétude du corps enseignant, le Ministre d'Etat a rassuré M. le Ministre Muhona que les professeurs peuvent compter sur lui.

Lulubourg - 13 février 1963

Une délégation de membres de la Chambre des représentants demeure ici à la résidence du président Luakabwanga; par conséquent, il semble douteux que les adversaires de M. Luakabwanga se sentent libres de leur parler franchement. La délégation se rend demain mercredi à Kakenge. Le président Manono du Lomami m'a dit hier qu'il ne pouvait plus assumer de responsabilité pour ce qui pourrait arriver à Lusambo à la suite de l'annonce de l'élection d'un nouveau gouvernement du Sankuru, laquelle, selon M. Manono, a eu lieu à Lusambo même. Cela pourrait signifier que M. Manono compte intervenir d'une certaine façon. Il a ajouté que le commissaire spécial Bosoko avait "fui" de Lusambo à Léo après avoir emporté 500.000 francs pour faciliter l'élection du gouvernement Lutala. Je crois comprendre que M. Lundyas, chef du cabinet de M. Kamitatu, se rend à Lusambo et Lodja et qu'il a reçu l'instruction de signifier au gouvernement de l'abbé Athanase Djadi (qui serait responsable de l'action entreprise pour remplacer Diunsumbu) de quitter Lusambo. L'abbé n'a rendu visite ce matin avec M. Albert Welo, président de l'Assemblée provinciale du Sankuru, et m'a fait savoir qu'ils avaient envoyé une délégation à Léo il y a une semaine pour mettre au courant le Gouvernement central de l'élection du gouvernement Lutala et pour inviter celui-ci à accepter la présidence du Sankuru; mais l'abbé et M. Welo semblaient se rendre compte de l'irrégularité de l'élection du nouveau gouvernement, sans toutefois la considérer comme fatale, et ils ont déclaré qu'il aurait été impossible que l'Assemblée se réunisse à Lodja. J'ai dit que je ne pouvais évidemment pas reconnaître le nouveau gouvernement, à moins que le Gouvernement central ne le fasse.

M. Stiers, directeur-gérant de la Forminière, m'a rendu visite après avoir été à Ishikapa. Il estime que la situation demeure très instable dans cette localité. Je crois comprendre qu'en tout cas la Forminière n'a pas l'intention de reprendre l'"exploitation industrielle" (qui comporte le paiement de salaires), car les gisements sont maintenant trop épuisés, mais qu'elle pourrait participer à l'exploitation par la "méthode artisanale" si le Gouvernement central accepte les propositions déjà soumises. Radio-Kasai a signalé que l'Athénée à Senteriy sera fermé en raison du manque de professeurs. M. Lafont s'occupe de la question.

Réf: GVT/123/63

Le 13 février 1963

Monsieur le Ministre,

Le Chef des Opérations civiles des Nations Unies m'a communiqué votre lettre N° CAB/147/63/A.E.C. du 8 courant, par laquelle vous nous faites part des mesures que vous prenez pour prévenir toute entrave à la distribution des denrées alimentaires dans les provinces, et à laquelle vous avez joint une copie de la lettre que vous avez adressée à ce sujet aux présidents provinciaux.

J'espère sincèrement que les mesures que vous mentionnez produiront l'effet désiré et que dorénavant le riz et les autres denrées alimentaires pourront parvenir dans toutes les parties du Congo dans un délai minimum. De notre côté, nous vous tiendrons au courant de toute information que nous pourrions recevoir et qui ferait état d'entraves mises aux distributions souhaitées.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Robert K. Gardiner
Chef de la Mission
des Nations Unies au Congo

S.E. Monsieur J.P. Dericoyard,
Ministre des affaires économiques
et des classes moyennes,
LEOPOLDVILLE



MINISTRE DE L'INTERIEUR
~~XXXXXXXXXXXX~~

1ère. DIRECTION

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

Accusé réception.

F.2

Léopoldville, le 12 février 1963

(1) N° 251/421. -

10/3

A Monsieur le Représentant de
l'Organisation des Nations Unies
au Congo (O.N.U.C.)
à LEOPOLDVILLE-KALINA.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur d'accuser réception de
votre rapport du 3 au 16 novembre 1962 sur la deuxième mission
aéroportée notamment dans les Provinces du Kivu et du Maniema,
je vous en remercie. -

POUR LE MINISTRE
LE SECRETAIRE GENERAL, absent
LE DIRECTEUR
DES AFFAIRES GENERALES

V. RUTAHA. -

GVT/122/63

Bukavu - 12 février 1963

Le procureur d'Etat, accompagné d'une patrouille mixte, s'est rendu à l'emplacement dénoncé situé sur un terrain très accidenté. Selon la population locale, 17 prisonniers avaient été détenus, mais l'un d'entre eux était mort et les autres s'étaient échappés. Le procureur d'Etat ouvrira une enquête.

Léopoldville, le 12 février 1963

Notre réf: GVT/121/63

Ci-dessous texte du communiqué signé par Muke et Ebeya radiodiffusé par radio Elisabethville hier soir et aujourd'hui. Il est suivi d'un appel à l'ex-gendarmerie enregistré par Muke lui-même en Swahili dont nous donnons la traduction française :

"UNE REUNION DE PRISE DE CONTACT S'EST TENUE CE JOUR AU QUARTIER GENERAL DE L'ARMEE NATIONALE CONGOLAISE A ELISABETHVILLE. PARA ASSISTAIENT A CETTE REUNION: LE GENERAL MUKE, LES COLONELS KIEMBE MAKITO, MWIMBI DE L'EXGENDARMERIE KATANGAISE, LE COMONEL EBAYA, CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ANC AINSI QUE PLUSIEURS OFFICIERS SUPERIEURS ET SUBALTERNES. PARA AU COURS DE CELLE-CI, IL A ETE DECIDE QUE LE GENERAL MUKE FERA UNE DECLARATION RADIODIFFUSEE POUR QUE TOUS LES MILITAIRES DE L'EX-GENDARMERIE KATANGAISE SE FASSENT INSCRIRE AURRES DES BUREAUX QUI SONT OUVERTS A ELISABETHVILLE, SANDOA, KAMINA, KANIAMA, DOLWEZI, SAKANIA ET JADOTVILLE, EN VUE DE LEUR INTEGRATION DANS L'ANC. PARA DES OFFICIERS DE L'EX-GENDARMERIE KATANGAISE ONT ETE DESIGNES POUR, EN COLLABORATION AVEC LES OFFICIERS DE L'ANC DEJA SUR PLACE ET DES DELEGUES DE L'ONU, L'ACCOMPLISSEMENT DE CETTE MISSION. ELISABETHVILLE, LE 11 FEVRIER 1963. SIGNE LE LIEUT-COLONEL EBAYA, LE LIEUT-GENERAL MUKE". PARA APPEL AUX EX-

N/Réf.: GVT/120/63

Le Chargé de Mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments à Monsieur le Premier Ministre de la République du Congo et a l'honneur d'accuser réception de sa note verbale N° 72/63 du 6 février 1963.

L'Opération des Nations Unies au Congo est consciente des importantes répercussions qui résulteront d'une amélioration rapide du système des télécommunications à l'intérieur de la République du Congo. Elle fera toutes les démarches nécessaires pour donner suite à la demande du Gouvernement du Congo. Etant donné que les Nations Unies ne disposent pas de moyens propres pour effectuer le transport par voie aérienne des équipements mis à la disposition du Gouvernement congolais par la République fédérale d'Allemagne, elles seront obligées de demander l'assistance de l'un des Etats membres de l'Organisation pour assurer ce transport. Les Nations Unies tiendront le Gouvernement du Congo au courant des démarches faites à ce sujet.

Le Chargé de Mission saisit cette occasion pour adresser à Monsieur le Premier Ministre de la République du Congo les assurances de sa très haute considération.

Léopoldville, le 12 février 1963.

Notre réf.: GVT/119/63

.. L'ONUC présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République du Congo et, en se référant à sa note no 133/10396/62, a l'honneur de lui communiquer ci-joint une liste des consulats des pays représentés à Elisabethville.

Ladite liste est fondée sur les renseignements que les autorités provinciales d'Elisabethville ont communiqués au représentant des Nations Unies, et l'ONUC tient donc à souligner qu'elle n'a pas un caractère officiel et que l'Organisation ne peut assumer aucune responsabilité quant à son exactitude.

L'ONUC saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 12 février 1963

Au Ministère des Affaires étrangères
de la République du Congo,
Léopoldville

... Annexe

271/nn

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

ML-11

7 February 1963

TO: Mr. Z.F. Marcella, Legal Adviser, ONUC Leopoldville.

FROM: C. Taff, Special Legal Adviser, ONUC Elisabethville. *CT*

SUBJECT: Consular Representations in Elisabethville.

With reference to your note of 30 January 1963, I am transmitting herewith, in duplicate, a list of the names of Consuls in Elisabethville. I am also returning the note from the Ministry of Foreign Affairs No. 133/10396/62, dated 26 December 1962.

I am requested to inform you that the attached list is "informal" and that we cannot assume any responsibility for its completeness.

I fully agree with your view as to the propriety of the Ministry addressing this inquiry to ONUC. I take it that the information requested could be readily obtained from the foreign embassies in Leopoldville or through the office of Mr. Ileo in Elisabethville.

Liste de présence de Messieurs les Chefs de Poste
du Corps Consulaire

Monsieur Francisco Paulo Mendes de Buz	-	Consul Général du Portugal
Monsieur de Beauvais	-	Consul Général de France
Monsieur D.S.L. Dodson	-	Consul de Sa Majesté Britannique
Monsieur C. Vassis	-	Consul de Grèce
Monsieur G. Natali	-	Consul d'Italie
Monsieur J. Dean	-	Consul des Etats-Unis d'Amérique
Monsieur F. Vandewalle	-	Consul Général de Belgique

CONSULATS HONORAIRES

Monsieur J. Humblé	-	Consul de Danemark
Monsieur Raad	-	Consul du Liban
Monsieur G. Hoekman	-	Consul d'Allemagne
Monsieur A. de Castelberg	-	Consul des Pays-Bas
Monsieur W. Schlunge	-	Consul du Grand Duché de Luxembourg
Monsieur A. de Ryckman de Betz	-	Vice-Consul de Suède
Monsieur A. Melcher	-	Délégué pour le Katanga du Consulat Général de Suisse à Léopoldville

30 January 1963

Mr. C. Taff, Special Legal Adviser, ONUC, Elisabeth
Z.P. Marcella, Legal Adviser, ONUC, Leopoldville
Consular representations in Elisabethville

... I am transmitting the attached request from the Ministry of Foreign Affairs for information on the above subject. I find it rather odd that the Ministry addresses this request to ONUC instead of to the responsible Embassies in Leopoldville under whose jurisdiction the Consulates in Elisabethville operate, but if you feel that in the interest of maintaining good relations with the Ministry of Foreign Affairs we could supply them with the requested information, I would be grateful if you would be kind enough to collect the information on the spot and forward it to us, so that we can reply to the Ministry's letter.

... Encl.

x) Note No. 133/10396/62
Direction de la Politique

ZFM/mm



Ministère des Affaires Etrangères

DIRECTION DE LA POLITIQUE.

N°

N° 133/ 10396 /62.-

*Mr Morella
Rif no 1*

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République du Congo présente ses compliments à Monsieur le Chargé de Mission de l'Organisation des Nations- Unies au Congo et a l'honneur de le prier de bien vouloir lui communiquer le nombre des consulats étrangers ainsi que les pays représentés. A Elisabethville.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le Chargé de Mission de l'Organisation des Nations-Uni es les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le

26 DEC. 1952 1962.



A MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION
DE L'ORGANISATION DES NATIONS-UNIES
A LEOPOLDVILLE.-

GVT/118/63

Albertville - 11 février 1963

Le 9 février, deux experts postaux de la République fédérale d'Allemagne ont remis officiellement aux autorités postales d'Albertville deux véhicules destinés l'un à Albertville l'autre à Manono.

Le Ministre provincial des Postes a exprimé ses remerciements au nom du gouvernement provincial à la République fédérale d'Allemagne, et

M. Prosper Mwamba-ilunga, président provincial, a expliqué à la population l'importance du don, en swahili.

Luluabourg - 11 février 1963

Hier dimanche, M. Chaouloff est parti pour Léo. Aujourd'hui lundi, le gén. Riknye et M. Umnart se sont arrêtés brièvement ici en route d'Eville à Léo et ont eu des entretiens avec le gén. Ogundipe et moi-même. M. Inkelinx, de l'Ambassade de Belgique, est arrivé aujourd'hui. Les experts Knoury et Hysmans se sont rendus à Tshikapa par Air Brousse. M. Constantin Kamankamba, Ministre des travaux publics de l'Unité kasaienne, est arrivé à Lulu pour la discussion du programme de travaux provincial. Le président Monono a demandé la discussion du programme de travaux publics dans la province de Lomami.

Une délégation de la Chambre des représentants, comprenant MM. Baston Mutema et Victor Donao, est arrivée à Lulu. Ils ont parlé à Radio-Kasai, disant qu'ils donneront des audiences aux membres du gouvernement et de l'assemblée, aux chefs coutumiers et au public, et qu'ils prendront en considération toutes les suggestions et remarques présentées et feront fonction d'interprètes de la population de Lulu auprès du Parlement congolais.

Luluabourg - 12 février 1963

M. Lubaya, qui est revenu de Léo samedi, m'a fait savoir qu'il a demeuré chez M. Kamitatu, qui a promis tout son appui pour l'obtention d'une autorisation pour une séance extraordinaire de l'assemblée provinciale de Lulu. Cependant, M. Kamitatu a dit qu'il n'avait pas encore vu une copie de la lettre envoyée par le président Kayembe au président Kasavubu et demandant cette autorisation. M. Lubaya me dit qu'il est convaincu qu'il peut compter sur l'appui de M. Kamitatu également pour veiller à ce que des pressions (financières ou autres) ne soient pas exercées contre lui à l'assemblée. M. Lubaya compte retourner à Léo demain mardi pour s'efforcer d'avoir l'autorisation accordée avant que le Premier Ministre ne parte pour la Belgique. Il compte aussi ~~exhorter~~ répéter la demande du président de l'assemblée visant à ce que l'ANC fournisse des gardes lorsque l'assemblée se réunira, pour empêcher d'entrer les 5 personnes disqualifiées. Comme vous le savez, j'estime qu'il est très important que la séance de l'assemblée provinciale du Lulu ait lieu le plus tôt possible. Je crois qu'il y a des probabilités de constitution d'un nouveau gouvernement, qui offrira de bonnes perspectives pour mettre fin à l'instabilité politique chronique, à l'inaptitude et au comportement criminel qui ont causé ici la ruine et de nombreuses pertes de vies.

GVT/115/63

Bukavu - 11 février 1963

1. Le président Noley demande que le Gouvernement central soit informé que l'administrateur de Goma s'ingère arbitrairement dans la juridiction du Gouvernement du Nord-Kivu.
2. Le sénateur Mwananteba demande de Kasongo que le Premier Ministre soit réinstallé, bien que le Gouvernement de Maniema essaie toujours d'imposer sa politique. Il demande que l'état d'exception se poursuive jusqu'au règlement du litige de Basonge.
3. L'ANC a découvert une sorcière qui a vendu des potions aux bandits pour les immuniser. Son attirail a été brûlé et elle dit qu'elle n'a plus de raison de vivre. Cette nuit-là, elle a été trouvée morte, probablement empoisonnée. Entretemps, 42.000 francs ont été recouvrés mais les deux principaux coupables sont toujours en fuite. Le planteur Bérard a de grands éloges pour la conduite de l'adjudant Elondja, qui dirige les recherches.
4. L'ancien ministre Weregemere est arrivé aujourd'hui. Le premier bourgmestre a rappelé à la population l'état d'exception et l'interdiction des réunions politiques.
5. M. Duran ~~xxxxx~~ est arrivé de Stan le 10 et est parti aujourd'hui pour Goma et Albertville. Il s'est entretenu avec divers experts.
6. Un éboulement a coupé la route macadamisée d'Usumbura, du côté du Ruanda. Les travaux publics ruandais sont déjà à l'oeuvre.

GVT/114/63

Elisabethville - 11 février 1963

M. Ileo fait savoir que M. Kibwe, lorsqu'on lui a communiqué les vues ~~xxxxxxxxxx~~ du Gouvernement central sur la perception des impôts douaniers, a complètement cédé. Le drapeau congolais sera hissé demain sur le bâtiment principal des douanes et les recettes seront dûment versées au compte du Gouvernement central.

Hier 10 février, l'UMHK a dit à M. Sherry à Kolwezi que les exportations par Dilolo avaient ^{reprises} ~~xxxxxxxxxx~~ après une brève interruption due à des disputes internes au sein de l'ex-gendarmerie. L'UMHK a ajouté que les documents relatifs aux droits à l'exportation ont été rédigés à Kolwezi et envoyés à Elisabethville pour collection. Nous vérifierons cela.

N/Réf. : GVT/112/63

lettre adressée to Mr VanStowe
Sroui Bokoane (Lulusabong)
6/2/1963 -
PM 11/2/1963
SM

Le disque, qui est à Ishiluba, est ainsi conçu:

"Nkonga yo! Je vous nomme aujourd'hui héros de Nkonga, moi Albert Kalonji Ditunga, que vous avez élu pour qu'il meure pour le Sud-Kasai. Moi, le Malopwe, vous parle face à face. Il y a quelques jours, je me suis rendu à la radio du Sud-Kasai pour vous parler. Vous qui m'écoutez comme tous les autres m'écoutent, êtes parmi les 20.000 enfants de Nkonga qui avez accepté mes instructions de payer vos impôts. Parce que vous savez fort bien que ces impôts que vous payez sont pour notre profit à tous. Payez vos impôts de bon gré. Ils servent au développement de notre Nkonga.

Je vous ai nommé un chef du Nkonga. ^{J'ai} Salala demande le présent disque pour pouvoir vous parler face à face. L'oeuvre de notre pays n'est pas encore terminée. Moi, votre Malopwe, vous dis de travailler avec foi et honneur pour la prospérité de notre pays, le Nkonga." (Nkonga signifie les Salaba du Sud-Kasai).

C/Paloro
Cent 121

N/Réf.: GVT/111/63

Léopoldville, le 11 février 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 57/63 en date du 30 janvier 1963, concernant la réorganisation des différents services du Ministère d'Information de la République du Congo.

J'ai pris acte de votre décision de confier la responsabilité de cette réorganisation à M. Mohamed Bahri. Je tiens à vous assurer que nos services apporteront à M. Bahri toute la coopération nécessaire dans l'accomplissement de sa tâche.

En ce qui concerne votre demande touchant M. Pierre Moser, je suis arrivé, après un examen approfondi de la question, à la conclusion que M. Moser n'est pas tout-à-fait la personne qui convient aux fonctions que vous proposez de lui confier. En conséquence j'ai pris des mesures urgentes pour mettre à votre disposition un spécialiste qualifié pour ces fonctions. Je ne manquerai pas de vous informer des suites de ces mesures dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

Son Excellence Cyrille Adoula
Premier Ministre
de la République du Congo
Léopoldville

N/Réf. : GVT/110/63

Léopoldville, 11 February 1963

Message de Mbase, Elisabethville,

à l'attention de Monsieur le Premier Ministre
du Ministre des Affaires Etrangères
du Ministre d'Etat, Ileo.

"RECU LETTRE MINISTRE KIMBA DEMANDANT PASSEPORT
DIPLOMATIQUE PRESIDENT TSHOMBE. PRESIDENT TSHOMBE
SE REND EUROPE SOINS MEDICAUX. SA SUITE ETRE
COMPOSEE DEUX PERSONNES, MINISTRE DIUR ET YAV ISAAC
MEMBRE DE CABINET. PRIERE REMETTRE CES PASSEPORTS
MINISTAT ILEO. ATTENDS CES PASSEPORTS DEMAIN."

N/Réf. : GVT/109/63

Kindu - 9 février 1963

Kindu est calme, sauf que la police locale continue à causer des inconvénients à la population.

De Kasongo, les troupes de l'ANC qui ont quitté Kindu le 31 janvier ont forcé la Cotonco et des civils à leur remettre trois camions et trois barils d'essence. Les camions sont partis dans la direction de Kongolo. Pas d'autre information signalée.

N/Réf. : GVT/108/63

Kindu - 9 février 1963

M. Luniasy, sous-secrétaire au Ministère de l'Intérieur du Gouvernement central, a ordonné l'arrestation de M. Merardy, présumé commissaire de district de Kindu, ainsi que de M. Joseph Kallisibe, chef du Centre. Les effectifs de la force de police seront réduits à cent; cela aura lieu le 10 février. Les troupes de l'ONUC en ont été informées afin d'intensifier les patrouilles à Kindu. Les arrestations seront opérées par les gendarmes seuls. Je vous communiquerai tous autres développements.

C/Poe¹⁰⁰
Cent. Sat

Notre réf.: GVT/107/63

Le 11 février 1963

Monsieur le Ministre,

Le journal "Le Progrès" a publié dans son numéro du 29 janvier, sous le titre "Contre la hausse des loyers", le texte d'un arrêté du Ministre des Affaires économiques en date du 28 janvier concernant les contrats de location. Etant donné l'importance que ce texte revêt pour l'ONUC et pour les membres du personnel des Nations Unies, je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir une copie du texte officiel dudit arrêté.

En vous remerciant d'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

R.E.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

Son Excellence
Monsieur le Ministre J.P. DERIGOYARD,
Ministère des Affaires économiques
de la République du Congo,
Leopoldville

GVT/ma

GVT/106/63

Le 11 février 1963

ELISABETHVILLE

Message de M. NENDIKA.

No. 23/TGR/NO 6 du 8 février 1963. Arrivée Eville 060 660 Z à 13 heures et tout après midi fut réservé aux contacts avec mission gouvernementale. Dans la soirée j'ai reçu visites courtoise direction provinciale sud-Katanga. La journée du 7 visite bureaux sûreté et entrevue tout le personnel sûreté. Impression favorable. Journée du 8 dans le cadre de ma mission d'information prise de contact avec Ministre Munongo pendant deux heures de conversation dans sa résidence. Impression prématurée. Venu d'apprendre à l'instant retour Tshombe Eville. Apprenons aussi que Conseil des Ministres provincial vient de remettre leur question tous accords conclus avec ministre Iléo et collaboration avec Gouvernement central semble de nouveau être mise en cause. Tshombe serait disposé à solliciter passeport diplomatique congolais pour un voyage éminent vers extérieur en vue poursuivre soins médicaux. Prière au Premier Ministre nous faire connaître sa décision dans l'éventualité d'une pareille demande. Population Sud-Katanga très impatiente au sujet implantation troupes ANC au Sud-Katanga. Tout retard prolongé dans l'envoi troupes ANC affaiblirait position Gouvernement central au Sud-Katanga. Le Gouvernement central ne dispose pas encore d'un pouvoir réel ici. En ce qui concerne le service de sécurité, il nous faut d'urgence des compagnies gendarmes. La Sûreté étant nationale ne peut s'appuyer que sur une force de police nationale. La police locale étant provinciale légalement et constitutionnellement

.../...

- 2.

nous n'avons aucune emprise sur elle. Hier soir j'ai dîné avec Nwemba Rémi. La Mission ~~X~~ gouvernementale se trouve vue toujours sur une dynamite. Ce midi j'ai déjeuné, accompagné du Secrétaire général Kalaba, chez M. Le Conseiller des Etats Unis. Après-midi, je poursuis ma mission d'information. Hautes considerations.

Signé : NENDEKA"

Le 9 février, 1963

Notre réf: GVT/105/63

Monsieur le Premier Ministre,

Je viens de recevoir votre lettre du 8 février 1963, référence 12/130/50/CAB/AE/63, par laquelle vous me demandez de mettre un avion à la disposition des diplomates congolais actuellement en conférence à Léopoldville pour le lendemain le 9 février en vue d'effectuer une tournée dans l'intérieur du pays.

Je suis au grand regret de ne pouvoir donner suite à cette demande. Il m'est en effet impossible de le faire, non seulement parce que le délai qui m'est imparti est trop court mais surtout parce que l'ONUC ne dispose pas assez d'avions pour cela.

Dans le passé, des fonctionnaires du Gouvernement central qui éprouvaient des difficultés à trouver des moyens de transport dans leur tournée officielle à l'intérieur du Congo ont été autorisés, sur votre demande, à voyager dans des avions de l'ONUC lorsqu'il y avait de la place de disponible dans ces avions. Nous continuerons à leur rendre ces services à chaque fois que nous le pourrons mais nos moyens ne nous permettent pas de faire plus que cela. Je suis sûr que vous comprenez nos difficultés à cet égard.

Si vous voulez bien me communiquer le nom des diplomates en question et les localités où ils veulent se rendre, je ne manquerai pas de faire mon possible pour les aider dans la tournée qu'ils désirent entreprendre dans le Congo.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Son Excellence M. Cyrille Adoula,
Premier Ministre de la République du Congo
LEOPOLDVILLE

cc: S.E. Monsieur J. Bomboko

A. M. Ileu sur sa nouvelle position.

reque. Selon M. Lamonzit, M. Kibwe avait adopté hier une attitude opposée; son revirement complet fait suite au retour de M. Tshombe à Elisabethville ce matin et à la réunion du conseil des ministres

Notre réf: GVT/104/63

Le 9 février 1963

à Elisabethville ce matin et à la réunion du conseil des ministres qui se serait tenue. La cure rhodésienne semble avoir fait merveille. Elisabethville - 3 février 1963

Nous nous proposons de préparer une lettre ^{pour} à M. Ileu - qu'il présentera à M. Kibwe à son retour à Elisabethville dimanche - informant M. Kibwe que son action, à moins qu'elle ne soit révoquée immédiatement, constituera une sécession et une rébellion. Ensuite, M. Ileu donnerait oralement à M. Kibwe une heure pour se rétracter, faute de quoi il le placerait en état d'arrestation. Les soldats de l'ONUC se tiendraient à l'extérieur, bien en évidence. 50% au Gouvernement central. Kibwe a affirmé avoir envoyé une lettre à M. Ileu sur sa nouvelle position, mais M. Mpase ne l'a pas encore reque. Selon M. Lamonzit, M. Kibwe avait adopté hier une attitude opposée; son revirement complet fait suite au retour de M. Tshombe à Elisabethville ce matin et à la réunion du conseil des ministres qui se serait tenue. La cure rhodésienne semble avoir fait merveille. Nous nous proposons de préparer une lettre ^{pour} à M. Ileu - qu'il présentera à M. Kibwe à son retour à Elisabethville dimanche - informant M. Kibwe que son action, à moins qu'elle ne soit révoquée immédiatement, constituera une sécession et une rébellion. Ensuite, M. Ileu donnerait oralement à M. Kibwe une heure pour se rétracter, faute de quoi il le placerait en état d'arrestation. Les soldats de l'ONUC se tiendraient à l'extérieur, bien en évidence.



Cabinet du Ministre des Affaires
Etrangères

(1) N° 12/130/50/CAB/AE/63.

Adoula ec/Bomboko.
GUT/105/63
9-2-63
GG.

Réf. n° :

Monsieur le Chef des Opérations Civiles
des Nations Unies

Annexe :

LEOPOLDVILLE.

Objet :

Désirant faire bénéficier aux Diplomates Congolais réunis en conférence à Léopoldville d'une tournée dans l'intérieur du pays, nous avons l'honneur de solliciter un avion à mettre à leur disposition demain 9 février.

Le Ministre des Affaires
Etrangères,

J.M. BOMBOKO.

Le Premier Ministre,

Adoula

Cyrille ADOULA.

Ref A2

Délégation Ministère Finances Gouvernement Central
sollicite transmission texte suivant Premier Ministre Adoula,
Ministre chargé des Affaires katangaises Ileo, Ministre
Finances Bamba :

" Avons été convoqués ce vendredi 8 crt par Ministre provincial Finances Kibwe, qui nous a déclaré Gouvernement katangais rejette loi fondamentale 19 mai 1960 et compétences Gouvernement Central prévues par article 219. Dans l'attente constitution fédérale et loi financière Gouvernement katangais considère plan U Thant être seul applicable. Ministre provincial Finances Kibwe revenant sur accord donné au Ministre d'Etat Ileo déclare que Gouvernement katangais accepte uniquement en matière financière versement par lui-même 50 % droits entrée et sortie et redevances minières, tous autres produits lui restant acquis. Considérons avoir compétences exclusives sur tous services. Gouvernement katangais se déclare disposé à assumer toutes dépenses y afférentes, ainsi que charge et remboursement son solde débiteur BNK. Délégation Ministère Finances Gouvernement Central avoir déclaré ne pouvoir accepter ce point de vue et devoir en référer aux autorités du Gouvernement Central. Sollicitons prise de position et instructions précises en vue poursuite notre mission. Autres considérations.

Signé: Chargé Mission Olito. "

Commentaires de Bellec

Le rejet par le Gouvernement katangais de la Loi Fondamentale et des compétences du Gouvernement Central prévues par l'article 219 permet de prévoir qu'ils contesteront aussi les mesures prises dans le cadre de l'unification monétaire en application de la dite Loi Fondamentale article 219.

Le présent message a été immédiatement porté au Premier Ministre par notre Gouverneur.

Léopoldville, le 8 février 1963.

Elles 770 : Lettre à RG from Kimba
8/2 SR/1768

Léopoldville, le 9 février 1963

Notre réf: GVT/103/63

"Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir pour votre information copie de la lettre que le Président du Katanga a adressée ce jour à Monsieur le Premier Ministre Adoula.

Salutations.

Signé: Pour le Président empêché,

Le Ministre chargé des affaires courantes: KIMBA."

"SR 1762

A Monsieur Adoula,
Premier Ministre de la République du Congo à Leo

Monsieur le Premier Ministre,

Conformément au Plan Thant de Réconciliation nationale ainsi qu'à ma déclaration faite à Kolwezi le 14 janvier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je suis disposé à vous envoyer dans l'immédiat les personnalités qui pourront faire partie du Gouvernement Central.

Salutations.

Le Président du Katanga Moïse Tshombe: signature"